



L'élection du nouveau président de l'église FJKM et l'intervention médiatique de certains membres de l'OJM constituent les principaux titres des quotidiens parus aujourd'hui. Une nouvelle figure ainsi été élue à la tête de l'institution religieuse, une personnalité qui devrait marquer la fin de la politisation de l'église. En ce qui concerne les membres de l'Ordre des journalistes de Madagascar, ils ont dénoncé la rencontre entre le Président et le collectif des journalistes qu'ils considèrent comme une stratégie visant à diviser les professionnels de l'information.

Economie et société

NOUVEAU BUREAU DE LA FJKM, LA DEPOLITISATION DE L'EGLISE ATTENDUE

*Le grand synode de l'église réformée de Jésus Christ à Madagascar ou FJKM a finalement déterminé ses dirigeants après une élection qui a duré jusqu'au matin. A ainsi été élu président le pasteur de l'église d'Androntra Fahasoavana Ammi Irako Andriamahazosoa. Il s'agit d'une nouvelle figure qui, de l'opinion de **L'Express de Madagascar**, « a réussi la prouesse de se faire élire ». Le traitement accordé par le quotidien à ce renouvellement du bureau de la FJKM met en avant la politisation de l'église depuis plus d'une décennie et sa nouvelle orientation, à travers les réformes annoncées par les nouveaux dirigeants. Le journal rappelle à cet effet que « l'immixtion » de la politique dans la vie des églises réformées a été « formalisée » par l'entrée de l'ancien Président Marc Ravalomanana au sein du bureau de la FJKM, en occupant le poste de vice-président laïc. Avec le président sortant Lala Rasendrasahina, ils ont « régné sans partage pendant douze années » et ont mis « l'église au service du régime en place ». L'élection du pasteur Irako Andriamahazosoa est considérée par le quotidien comme étant le signe de la fin de la politisation de l'église réformée. Pour preuve, le nouveau président de la FJKM est, d'une part, décrit comme étant davantage connu pour sa « culture de probité que pour son obédience politique ». D'autre part, la résolution du synode - appelant le gouvernement à « se pencher sur le volet social des Malgaches et le droit des citoyens à pouvoir bénéficier des ressources offertes par Dieu » - est interprétée comme étant un message fort lancé à l'endroit des tenants du pouvoir dans la mesure où il est rare d'observer un tel ton dans les communiqués émis par la FJKM. Ce message semble donc, selon le journal, confirmer la rupture avec le passé (p.3 ; Les Nouvelles p.2 ; La Vérité p.3 ; Madagascar Matin p.3 ; L'Observateur p.3 ; Tia Tanindrazana p.3)*

- **Midi Madagasikara** semble également convaincu par la fin de la politisation de l'église à travers l'élection de nouvelles personnalités et en particulier, celle du pasteur Irako Andriamahazosoa. Dans sa chronique intitulée « une église recentrée sur le spirituel », le quotidien décrit le nouveau président de l'institution religieuse comme celui qui « est connu pour sa droiture et son engagement spirituel auprès de ses fidèles », « qui va recentrer sa fonction sur le côté spirituel ». L'élection du nouveau bureau, dépourvu de toutes « personnalités marquées politiquement » est également



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



considérée comme une volonté du collège des grands électeurs de tourner le dos au passé et d'avoir le dessus sur les « possibles manœuvres » politiques visant à placer des personnalités à leur solde. Le quotidien appelle par conséquent les nouveaux membres du bureau à ne pas se laisser influencer par les hommes politiques, qui n'auront donc plus leur place au sein de l'institution et ne pourront plus influencer le choix des fidèles (p.2)

- *Le pasteur Jean Louis Zarazaka, élu au poste de vice-président, fait figure d'exception dans la mesure où il est le seul à avoir été reconduit dans ce nouveau bureau de la FJKM. De l'opinion de **Midi Madagasikara**, les grands électeurs ont « tourné dos à Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina » qui ont pourtant respectivement effectué un important lobbying et soutenu financièrement l'organisation du synode. L'attention a également été portée sur le cas de l'ancien ministre des Finances Radavidson Andriamparany qui a obtenu trois quart des votes lors de l'élection des « Mpiandraikitra foibe » ou responsables centraux alors qu'il n'a pas été élu au poste de vice-président laïc. Le journal interprète par conséquent ce fait comme la volonté effective de la FJKM d'écarter de son instance dirigeante les « personnalités politiques » (p.2)*
- ***Madagascar Laza** rapporte les propos du nouveau président de la FJKM, en marge de son élection, selon lesquels les fidèles s'attendent à des changements notoires et qu'il a été envoyé par Dieu pour apporter ce vent de changement au sein de l'église réformée. (p.3-6)*
- ***La Gazette de la Grande île** soutient que la nouvelle composition de la direction synodale laisse transparaître « une main d'un certain Marc Ravalomanana ». Pour le quotidien, l'ancien Président ne se détachera pas facilement de l'église étant donné « les influences envisageables des hommes d'église sur les scores électoraux » (p.5)*

LA RENCONTRE ENTRE RAJAONARIMAMPIANINA ET LES JOURNALISTES DIVISE

Certains membres de l'Ordre des Journalistes de Madagascar ont convoqué leurs confrères dans le cadre d'une conférence de presse à Ambatonakanga et ce, en réaction à la rencontre ayant eu lieu au palais d'Iavoloha entre le Président Rajaonarimampianina et quelques journalistes, constituant un collectif tout récent. Ainsi, les vice-présidents pour les Provinces d'Antananarivo et Diégo ainsi que le conseiller pour la Province d'Antananarivo, respectivement Didi Ratsimbazafy, Pascal Rakotondrasoana et Zoelson Randrianindrina, ont fustigé la tenue de cette réunion ainsi que la proposition qui en a découlé qu'ils qualifient de « manœuvres dilatoires déployées par l'Etat malgache ». De leur avis, cette initiative du pouvoir vise principalement à diviser les journalistes. Pour soutenir leur opinion, ils ont fait savoir que le bureau de l'OJM n'était pas au courant de la tenue de cette rencontre alors que son président y était présent et que les membres du collectif ne peuvent en aucun cas représenter les 1253 journalistes qui officient aux quatre coins du pays. A propos de l'espace de concertation proposée par le Président Rajaonarimampianina, ces membres de l'OJM dénoncent une technique « dolosive et distrayante » utilisée par le pouvoir en place pour éteindre les feux des critiques. Ils ont par conséquent interpellé l'ensemble du corps des journalistes sur l'importance et la nécessité de la solidarité. A cette occasion, le vice-président pour la Province de Diégo a rappelé que l'élaboration du texte initial a été faite par l'ensemble des professionnels de l'information et par conséquent, ces derniers doivent impérativement

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



adopter la même vision pour que les décisions prises à propos de ce code fassent l'unanimité et soient légitimes. Il a par ailleurs fait remarquer que l'Ordre avait déjà sollicité une rencontre avec le Chef de l'Etat dès le lendemain de l'adoption du projet de loi mais sa demande a toujours été refusée. L'étonnement fut ainsi considérable lorsqu'ils ont appris que les journalistes ont finalement été reçus par le Président de la République. Le président de l'OJM, les autres vice-présidents et les membres restants du bureau ont brillé de leur absence à cette conférence de presse (**Midi Madagasikara p.3 ; La Gazette de la Grande île p.7 ; Madagascar Matin p.3 ; Tia Tanindrazana p.2**)

- Le mouvement pour la liberté d'Expression a tenu une Assemblée générale hier à Antanimena, afin d'échanger sur la situation du Code de la communication et sur la poursuite de la lutte. Il a ainsi été décidé à cette occasion que ses membres ne prendront pas part à la plateforme de concertation proposée par Hery Rajaonarimampianina qu'ils considèrent comme un leurre étant donné que ce dernier a fait part de sa détermination à promulguer le texte. (**Midi Madagasikara p.3 ; La Vérité p.2 ; L'Observateur p.3**) Les membres du mouvement ont également dénoncé la démarche de la Présidence de la République qui les a exclus lors de cette rencontre. Ils ne voient par ailleurs plus l'intérêt d'une concertation étant donné que le texte « liberticide » sera mis en vigueur et ont appelé au renforcement de la solidarité des journalistes face aux autorités qui cherchent à semer la discorde au sein de leur corps (**Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Laza p.7 ; La Gazette de la Grande île p.7**)
- Dans un communiqué, Ilontsera a également dénoncé l'exclusion de la société civile de « cette ultime démarche malgré la place qu'elle a occupée depuis le début de l'élaboration de ce code ». L'organisation regrette l'entêtement des autorités à considérer la problématique comme étant une source de conflits avec les journalistes ou encore entre les institutions et non une « atteinte » à liberté d'expression et d'opinion (**Les Nouvelles p.3 ; La Vérité p.11**)
- Dans son intervention, le VP de l'OJM pour Antananarivo a rappelé que l'Ordre constitue un organisme moral jouant un rôle incontournable concernant ce code de la communication controversé pourtant les circonstances attestent qu'il a été négligé par les parties prenantes. (**Madagascar Laza p.7**)
- Selon les informations rapportées par **La Vérité**, la rencontre avec le Président Rajaonarimampianina était une réunion inopinée étant donné que les journalistes qui y ont pris part n'auraient été avertis qu'une demi-heure avant tandis que le président de l'OJM n'a été « convoqué » qu'une heure précédant la réunion (**p.3**)

Processus électoral

LA SOCIÉTÉ CIVILE IMPLIQUÉE DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL

Comme annoncé, la Commission Electorale Nationale Indépendante a rencontré les représentants des Organisations de la Société civile dans le cadre de la mise en place de la plateforme de concertation des parties prenantes aux élections. Cette réunion a été une occasion d'aborder les préparatifs des échéances électorales de 2017-2019, l'organisation des différents scrutins et la contribution au maintien du climat d'apaisement et de paix. Il a également été mis en exergue lors de cette rencontre l'enjeu de l'éducation électorale, la gestion des contentieux électoraux et le recensement du fichier électoral, des volets qui constituent les principaux champs d'intervention de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



la société civile. **Midi Madagasikara** rappelle que les attentes de la Commission électorale par rapport à ce cadre de concertation repose principalement sur l'identification des activités qui relèvent de chaque partie prenante et qu'elle puisse les programmer dans son plan de travail annuel. Il a par ailleurs été annoncé à l'occasion de cette rencontre entre la CENI et les OSC qu'une formation, financée par l'Union Africaine, sera mise en place et s'adresse à la société civile ainsi que les Commissions électorales provinciales. Elle verra la participation des OSC basées dans les régions et favorisa davantage les jeunes et les femmes (p.2)

Un peu d'humour



Les Nouvelles p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@ec.es.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@ec.es.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

